

Pour lutter contre l'islam, le gouvernement danois va aggraver la situation des Danois d'origine

écrit par Christine Tasin | 29 août 2018

Au Danemark, pas de langue de bois, l'islam et les musulmans sont les responsables des gros problèmes rencontrés dans les ghettos.

Parfait, sauf que...

Sauf que les mesures envisagées sont un emplâtre sur une jambe de bois et vont, comme partout, pourrir la vie des Danois qui étaient jusque-là un peu protégés :

-mixité du parc immobilier en mélangeant locataires et propriétaires. On croirait du Duflot ou de l'Hidalgo... Des immeubles où il fait bon vivre, entre voisins respectueux ? C'est fini.

<http://resistancerepublicaine.com/2014/12/09/hidalgo-veut-preempter-vos-appartements-pour-les-transformer-en-logements-sociaux-action/>

Des immeubles que vous pouvez revendre au prix d'achat ou en faisant un petit bénéfice ? C'est fini.

-Interdiction aux bénéficiaires de revenu d'insertion et aux criminels d'emménager dans les ghettos les plus durs. Comme ça ils vont aller pourrir le reste du Danemark. Bravo !

-Destruction des barres de HLM remplacées par des petits immeubles coquets. Ça ne sert à rien, on en fait partout l'expérience en France. Les boîtes à lettres vandalisées, les ascenseurs mis en panne, les portes cassées, la pisse dans

l'ascenseur ou les communs... Ce sera toujours le Danois qui paiera... Pour des prunes.

A part les deux mesures que nous avons déjà saluées auparavant, peine doublée pour les habitants des "quartiers" et crèche obligatoire pour leurs enfants, le reste, c'est du pipi de chat.

<http://resistancerepublicaine.com/2018/07/04/les-danois-ont-tout-compris-peine-doublee-pour-les-delinquants-des-ghettos-et-creche-obligatoire/>

La situation est catastrophique, pourtant, le Danemark est un peu plus restrictif que la France...

<http://resistancerepublicaine.com/2014/02/17/le-danemark-a-interdit-labattage-rituel-vive-les-danois/>

<http://resistancerepublicaine.com/2015/12/22/le-danemark-veut-confisquer-bijoux-et-argent-liquide-des-refugies-bravo/>

Par [Slim Allagui](#)

Mis à jour le 28/08/2018 à 19h20 | Publié le 28/08/2018 à 18h58

REPORTAGE – «Un Danemark sans société parallèle et sans ghettos en 2030» est le 6e plan contre la ghettoïsation du pays et est soutenu par 8 ministres du gouvernement.

Mjolnerparken, un carré d'immeubles en briques rouges propre de quatre étages à Norrebro, au nord-ouest de Copenhague. Cette HLM à l'allure paisible, habitée par quelque 1.800 personnes (dont 82,1 % d'origine étrangère), est l'un des ghettos les plus redoutés du Danemark, miné par les problèmes sociaux, le chômage et l'insécurité. [Ses caves abritent une](#)

bande, Brothas, qui a mené une guerre sanglante contre un autre gang, Loyal to Familia pour le contrôle du marché de la drogue qui a fait l'année dernière 3 morts et 25 blessés.

Pour le gouvernement de centre droit, Mjølnerparken est le premier ghetto dans sa ligne de mire pour briser ces enclaves d'immigrés «où la charia a plus force de loi que la Constitution du royaume, où les valeurs danoises sont rejetées et où il y a trop de gens assistés ne parlant même pas le danois et trop de criminels», selon la ministre de l'Immigration, Inger Støjberg.

Symbole de ce combat contre la ghettoïsation du pays, 8 ministres, avec à leur tête le premier ministre, Lars Løkke Rasmussen, sont venus y présenter le 1er mars un nouveau plan: *«Un Danmark sans société parallèle et sans ghettos en 2030»*, le 6e depuis 1994.

«Cette fois-ci, nous devons et voulons que notre plan réussisse. Nous sommes prêts à prendre de nouvelles voies et aller loin pour parvenir à notre objectif», assure le dirigeant danois. «Des décennies de laxisme dans la politique d'immigration ont abouti à une situation intenable où ont été accueillis plus d'étrangers que nous avons été capables d'en intégrer», constate-t-il, rappelant qu'«en 1980, le Danmark comptait 5,1 millions d'habitants. Aujourd'hui, nous sommes proches des 5,8 millions alors que le nombre de non-occidentaux a quasiment été multiplié par 10 durant cette période, atteignant près de 500.000», soit 8,5 % de la population, dont environ la moitié de confession musulmane, posant de graves problèmes d'intégration. «Il y a des quartiers où je ne reconnais pas que je suis au Danmark»,

dit-il.

La situation est préoccupante pour les enfants des ghettos, abandonnés à eux-mêmes et qui risquent d'être laissés au bord de la route

Et d'ajouter qu'il est «profondément préoccupé par cette frange de la population qui vit selon ses propres lois, qui ne veut pas prendre de responsabilités et qui reste en marge». «Il faut en finir une fois pour toutes avec ces zones de non-droit qui constituent un défi à la cohésion de notre société», martèle M. Rasmussen en présentant un catalogue de 22 initiatives pour démanteler en douze ans les 30 ghettos désignés par les autorités.

Comme la destruction de barres HLM remplacées par des habitations à taille humaine, la mixité du parc immobilier (locataires et propriétaires) encouragée pour inciter les Danois à cohabiter en plus grand nombre avec les immigrés, l'interdiction aux criminels, aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (réfugiés pour la plupart) et de l'assistance publique d'emménager dans les 16 ghettos les plus durs. Ce volet de rénovation, d'un coût de 10 milliards de couronnes (1,35 milliard d'euros), est destiné à briser cette société parallèle, en éparpillant ses habitants et en obligeant à respecter les valeurs danoises, selon le gouvernement .

Autre initiative controversée pour mettre un terme à la criminalité qui règne dans les ghettos: le ministre

conservateur de la Justice, Soren Pape Poulsen, n'a pas hésité à prendre des mesures radicales pour la juguler comme «doubler les peines encourues pour vente de drogue, violences, cambriolages et vandalisme dans ces zones où l'on doit sentir plus lourdement le glaive de la justice qu'ailleurs». Une initiative qui a choqué même à droite. «L'égalité devant la loi? Non», écrit l'éditorialiste du quotidien conservateur *Berlingske Tidende*, critiquant le gouvernement «de piétiner le principe fondamental dans un État de droit comme le Danemark où nous devons tous être égaux devant la loi».

De vives critiques

Justifiant «ces moyens drastiques», le ministre de l'Économie et de l'Intérieur Simon Emil Ammitzboll-Bille, estime qu'ils sont «nécessaires car les efforts d'intégration ont été un échec». Car la situation est préoccupante pour les enfants des ghettos, abandonnés à eux-mêmes et qui risquent d'être laissés au bord de la route. 80 % des 0-14 ans et 70 % des jeunes de 15-24 ans sont d'origine non-occidentale dans les trois plus grands ghettos du pays selon une analyse du ministère de l'Économie.

«Obliger les parents à envoyer leurs enfants à la crèche au moins 25 heures par semaine dès l'âge de un an pour apprendre les traditions danoises, les valeurs d'égalité et de tolérance»

Merete Riisager, ministre de l'Éducation

«Seule une minorité des parents ont un emploi. Les enfants des ghettos fréquentent des écoles où leurs camarades danois sont minoritaires. Ils ont des notes nettement plus mauvaises que les autres et un mauvais départ dans la vie», selon le ministre de l'Économie.

Même constat pour sa collègue de l'Éducation, Merete Riisager. Elle déplore qu'«il y ait trop d'enfants qui ne parlent pas ou

mal le danois en entrant à l'école.» Pour y remédier, elle compte «obliger les parents à envoyer leurs enfants à la crèche au moins 25 heures par semaine dès l'âge de un an pour apprendre les traditions danoises, les valeurs d'égalité et de tolérance». Et ceux qui garderaient leur progéniture à la maison verront leurs allocations familiales coupées.

Mais ces initiatives approuvées en grande partie en mai par une majorité parlementaire, suscitent de vives critiques. «Punition, punition. Le gouvernement n'a que ce mot dans la bouche», se désole Muhammed Aslam, président de l'association de Mjølnerparken, qui se demande «comment on va expulser une partie des résidents des ghettos pour atteindre l'objectif de 40 % au maximum de logements sociaux en 2030 dans les quartiers sensibles rénovés». «Où va-t-on les reloger alors que les listes d'attente sont de dix à trente ans?»

Résumant l'inquiétude des analystes, Gunvor Christensen, chercheuse à l'Institut de recherches sociales (SFI), doute des effets de «ce plan bulldozer». «Ma plus grande préoccupation, dit-elle, concerne les habitants les plus précaires des ghettos qui vont s'enfoncer encore plus dans l'exclusion de la société».

«Diverses études, notamment aux Pays-Bas qui ont utilisé des moyens drastiques pour briser les ghettos, ont montré que la politique de rénovation de ces quartiers et la mixité sociale n'ont pas conduit à plus d'emploi ou à relever le niveau d'éducation des résidents défavorisés qu'on souhaitait aider le plus», affirme-t-elle.

<http://www.lefigaro.fr/international/2018/08/28/01003-20180828ARTFIG00254-au-danemark-un-nouvel-arsenal-juridique-pour-les-ghettos-musulmans.php>